

Aucun communiste ne souhaite un duel Macron LePen en 2022 et le risque d'une victoire Lepen. Mais ceux qui s'en servent d'argument pour s'effacer derrière Mélenchon oublient l'origine de cette situation désastreuse. De Mitterrand se couchant devant la finance, à Hollande accouchant de Macron, en passant par Jospin et ses privatisations, à chaque fois la déception a provoqué des alternances gauche/droite de gouvernement, alternances qui n'ont fait qu'aggraver la situation du peuple, ont conduit à des taux d'abstention records et à la banalisation du vote antisystème Lepen.

En même temps, le recul de la présence PCF dans les entreprises (accentué depuis R. Hue), affaiblissant le niveau idéologique des salariés, des syndicats, plus l'absence de candidat aux élections présidentielles depuis 2007, ont conduit à la régression des idées révolutionnaires dans notre pays. C'est toute la gauche qui par ricochet s'est affaiblie, à la fois en influence électorale et en contenu idéologique.

Un certain nombre de camarades justifient leur choix d'une candidature non communiste mais qui serait rassembleuse (on sait qu'il s'agit de Mélenchon) par le scénario du duel annoncé. Mais comment croire qu'on va y échapper par une fuite en avant, désertant le nécessaire débat d'idées, de mobilisations les accompagnant, et surtout en s'enfonçant encore un peu plus sur la même route qui nous a conduit à ce désastre ?

Car désastre il y a.

- Sur le plan électoral, on peut tourner les chiffres dans tous les sens, la perspective pour 2022, ce n'est pas du pain et des roses. Les sondages donnent entre 28 et 32% en addition de tous les candidats de gauche et seulement 55% de ces chiffres en cas de candidat commun. Difficile d'imaginer se qualifier pour le second tour dans ces conditions. Mais pire, alors qu'on nous dit que personne ne veut de ce duel, les mêmes sondages attribuent déjà plus de 50% au premier tour à ses deux protagonistes, auxquels s'ajoutent les scores de LR et autres candidats de droite. Alors à moins de croire que leurs électeurs pourraient voter massivement pour un candidat de gauche au second tour, on voit bien qu'avant de penser candidat commun, il nous faut de nouveau crédibiliser le vote à gauche, mobiliser fortement pour des changements réels.

- Sur le plan social, d'ores et déjà, le chômage dépasse les 6,3 millions d'inscrits à pôle emploi. Dans les mois qui viennent les financements publics de chômage partiel vont cesser, ouvrant les vannes à des centaines de milliers de licenciements s'additionnant aux centaines de milliers de suppressions d'emplois des plans annoncés et aux milliers de faillites de microentreprises. On peut imaginer la déferlante de chômage, de misère, s'ajoutant à l'existant !

Cette situation peut créer beaucoup de désespoir et de colère, se traduire par encore plus d'abstention et un vote plus soutenu vers LePen. Cela peut conduire aussi, faute de réelles perspectives, à des explosions ingérables, des colères destructrices, la montée du fascisme, plus d'autoritarisme du gouvernement.

Heureusement, rien n'est joué !

Actuellement, une grande partie de l'électorat de gauche s'abstient massivement. Aux municipales de 2020, l'abstention a atteint 55,34%, avec une augmentation de près de 16

points sur 2014. L'abstention est devenue le premier « parti » de France chez les ouvriers. Il y a donc beaucoup de grain à moudre de ce côté-là.

Comment renouer avec le monde du travail ?

Les salariés, du privé comme du public, sont en première ligne, même s'ils ne sont pas les seuls, à subir les conséquences de la quadruple crise : économique, sociale, sanitaire, politique.

Il y a urgence à ouvrir des perspectives de changements réels avec des propositions radicales mettant en cause les pouvoirs exorbitants du patronat et de la finance responsables du chômage, de la situation climatique, de la misère, porteur de guerres...

Si on veut mobiliser, à la fois dans les luttes et dans le vote le monde du travail et les jeunes, ce n'est pas avec du Mitterrandisme social-démocrate qu'on le fera.

Ces expériences passées de gouvernement de la gauche, n'ont pas fait bouger les lignes : les propositions actuelles qui émanent des différents partis de gauche, du PS aux verts en passant par la FI ne remettent toujours pas en cause les pouvoirs du patronat et de la finance, ne leur contestent pas l'utilisation de l'argent des banques, des profits. Tout au plus, ils augmenteraient les impôts des plus riches et programment que l'argent des finances publiques seraient mieux partagées par ce biais. Vu l'ampleur des défis (le chômage massif, l'hôpital détérioré, l'école délabrée, les services publics en perdition ...), on est très loin du compte !

L'orientation sociale-démocrate des programmes du PS et des verts est évidente pour la majorité des camarades. Mais s'agissant de la FI, la question est plus trouble, d'autant que pour faire accepter de se rallier derrière Mélenchon, une partie de notre direction nationale avait porté (et porte toujours) l'idée que le programme Mélenchon et le programme PCF présentaient une compatibilité importante. C'est l'idée que porte aussi Mélenchon et le comparateur de programme FI.

Et dans la façon dont sont présentées les choses dans ce comparateur, beaucoup de non-dits trompeurs. Un exemple tout simple, quand il nous prêche que le PCF veut : *« Protéger et renforcer les droits des représentants du personnel, ainsi que la pleine capacité d'intervention des inspecteurs du travail »*, il constate que nous sommes compatibles ! Ce comparateur se garde bien de préciser par quelles mesures nous voulons protéger et renforcer les droits des représentants du personnel ! Par exemple, faut-il seulement donner un droit de veto aux salariés en cas de suppression d'emplois comme le préconise FI ou aller bien plus loin avec le droit de présenter des propositions alternatives assorties d'une obligation que ces propositions soient examinées et la possibilité d'accéder aux financements bancaires pour les mettre en œuvre par le biais des fonds régionaux pour l'emploi et la formation, comme le propose le PCF ?

Deuxième exemple aussi simple : FI comme le PCF veulent créer un pôle public bancaire : on est donc compatible ! Mais qu'a donc fait Mitterrand quand il a nationalisé 39 banques et 2 compagnies financières ? Et que va faire FI ? Créer un pôle public bancaire ne sert de rien si les critères de gestion, les critères d'utilisation du crédit et la démocratie de décision ne changent pas ! Pour le PCF il s'agit de prendre le pouvoir sur la finance pour une autre utilisation de l'argent : sur l'argent des entreprises (les profits), sur l'argent des banques (le crédit) pour financer les investissements favorables à la sécurisation de l'emploi et le

développement maîtrisé des territoire, et l'argent public pour développer les services publics.

Si on veut gagner le pouvoir, conquérir les institutions, il faudra bien engager ce débat, gagner la bataille des idées du changement pour mobiliser les électeurs. Mais on ne gardera pas le pouvoir institutionnel si on laisse aux patrons et à la finance les pouvoirs sur la façon de produire, sur le droit de licencier, de délocaliser, d'utiliser comme bon leur semble le crédit... Il faut donc aussi conquérir ces pouvoirs dans l'entreprise et sur les banques!

Nos idées, nos propositions, ce n'est pas anecdotique !

Et ce n'est pas vrai qu'on peut les porter sur le terrain en soutenant un candidat qui, dans les médias, propose tout autre chose.

Nous avons besoin d'un candidat communiste pour la présidentielle de 2022, qui porte haut et fort la crédibilité et la cohérence de nos idées réalistes de dépassement du capitalisme , ouvrant des perspectives enthousiasmantes susceptibles de redonner le goût du vote aux électeurs et l'envie de se battre sur le terrain pour contrer les mauvais coups.

Ce n'est une question de cloche merle. C'est une question d'efficacité

Et qui peut porter des perspectives de changement si ce n'est un candidat communiste avec les propositions de son parti ?